



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°182 20 NOVEMBRE 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA : UN  
PLAN DE  
RENATIONAL  
-ISATION DE  
KENYA  
AIRWAYS  
DANS L'AIR**

**ETHIOPIE :  
INAUGURATION DU  
CORRIDOR ROUTIER  
TADJOURA –  
MEKELLE**

**CEMAC : LA  
BEAC RECRUTE UN  
CABINET POUR LE  
SUIVI DU  
RAPATRIEMENT DES  
RECETTES**

**LE CONGO-  
BRAZZAVILLE  
ENTEND APURER SA  
DETTE INTERIEURE  
PAR LA TITRISATION**

**GHANA : LE  
GOUVERNEMENT  
GHANEEN ANNONCE  
LES PREMIERS  
PROJETS DU  
CONTRAT**

**CONGO-  
BRAZZAVILLE :  
MISSION DE LA  
BANQUE MONDIALE  
SUR LE PROJET  
PRISP**

**GHANA : LA  
SOCIETE SKYTRAIN  
SELECTIONNEE  
POUR LA  
CONSTRUCTION  
D'UN METRO**

**RWANDA : LE  
GOUVERNEMENT  
EMET PLUS DE 30  
MUSD  
D'OBLIGATIONS**

**NIGERIA : LES  
RESERVES DE  
CHANGES AU PLUS  
BAS DEPUIS JANVIER  
2018**



## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ CEMAC : session extraordinaire des ministres des finances des pays membres

Les ministres de l'Économie et des Finances des pays membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) se sont réunis ce mardi 19 novembre 2019, en session extraordinaire dans la ville de Yaoundé. Les échanges ont porté notamment sur la fusion des bourses de Douala et de Libreville, mais également sur le financement de certains projets portés par la BDEAC au profit des Etats et du secteur privé de la sous-région. Les ministres devraient également se réunir pour préparer le sommet des chefs d'Etats de la CEMAC prévu le 21 novembre 2019.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ CEMAC : la BEAC recrute un cabinet pour le suivi du rapatriement des recettes d'exportations des compagnies pétrolières et minières

Le cabinet a pour mission de mettre en place un mécanisme de suivi des rapatriements des recettes d'exportation des entreprises pétrolières et minières, d'adapter et d'expliquer tous les montages financiers existants et mis en œuvre par les entreprises minières et pétrolières. Le cabinet devra aussi renforcer les capacités du personnel de la Banque centrale concerné par l'exploitation des différents contrats d'établissement, d'emprunts ou de financements des activités dans ces secteurs. En outre, il devra recenser toutes les entreprises opérant dans les secteurs exportateurs et susceptibles d'avoir signé des conventions d'établissement avec les États de la Cemac ou d'avoir adopté des montages financiers ne permettant pas le rapatriement des revenus reçus de l'étranger. La durée du contrat du cabinet est de six mois et sa mission devrait démarrer en début janvier 2020.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Visite du Secrétaire général adjoint du Sommet Afrique-France en Afrique de l'Est

Le Secrétaire général adjoint du Sommet Afrique-France 2020, M. Stephan Dubost, est en tournée en Afrique de l'Est du 13 au 21 novembre 2019. Il visite notamment le Rwanda, le Kenya et la Tanzanie afin de sensibiliser et mobiliser les acteurs institutionnels et privés locaux en vue du Sommet. Le Sommet aura lieu à Bordeaux du 4 au 6 juin 2020 et sera centré sur le thème des villes et territoires durables. Les chefs d'Etat et représentants des gouvernements de 54 Etats africains y sont attendus ainsi que plus de 500 entreprises françaises et africaines qui s'exposeront sur la Cité des Solutions. Un challenge des 1000 entrepreneurs a par ailleurs été lancé pour favoriser la participation de PME et startups africaines au Sommet.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Ethiopie : Inauguration du corridor routier Tadjoura – Mekelle**

Alors que le dernier tronçon entre le port de Tadjourah et la ville frontalière de Balho (tous deux situés à Djibouti) d'une longueur de 120 km a été récemment achevé pour un montant avoisinant 156 MUSD cofinancé par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et l'État djiboutien, l'ensemble du corridor a été inauguré le 6 novembre en présence du Président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh et de la Ministre des Transports éthiopienne Dagmawit Moges. Ce corridor vise à désenclaver la région éthiopienne du Tigray et offre également une connexion avec l'axe routier à réhabiliter qui relie le port érythréen d'Assab.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Kenya : un plan de renationalisation de Kenya Airways dans l'air**

La Secrétaire d'Etat aux transports du Kenya, Esther Koimett, s'est adressée au Parlement pour confirmer qu'un plan de nationalisation de la compagnie nationale Kenya Airways (KQ) était en cours d'élaboration suite au vote du Parlement en ce sens en juillet dernier. Le gouvernement collabore avec la SFI pour conduire une nouvelle évaluation des actifs de la compagnie qui avait déjà connu une restructuration importante de son actionnariat en 2017. KQ est aujourd'hui détenue à 48,9 % par le gouvernement, 38,1 % par des institutions financières, 7,8 % par Air France-KLM, 2,4 % par ses employés et 2,8 % par des investisseurs individuels. Elle est évaluée à environ 150 MUSD à la bourse de Nairobi. Le gouvernement entend ainsi suivre l'exemple des compagnies nationales rwandaise et éthiopienne, principales concurrentes de KQ à l'échelle régionale, et détenues par leurs gouvernements respectifs au sein de holdings incluant les aéroports et autres activités liées à l'aviation civile.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Kenya : La demande pour les obligations de court-terme atteint son niveau le plus bas depuis un an**

Selon la Banque centrale du Kenya, les T-bills (obligations souveraines de moins d'un an) ont été souscrites à 57,69 % la semaine dernière, contre une souscription de 132,55 % la semaine précédente. Alors que l'Etat a émis pour 235 MUSD d'obligations sur le marché domestique, l'offre des investisseurs ne s'est élevée qu'à 137 MUSD. Ce faible appétit pour les T-bills pourrait s'expliquer par deux raisons : i) l'émission parallèle d'obligations d'une maturité de 10 ans pour une valeur de 49 MUSD jusqu'au 19 novembre 2019 et ii) l'élévation du ratio de réserves obligataires pour les banques cette semaine a pu réduire la liquidité en circulation. De plus, cette faible souscription pourrait également être la conséquence de l'abrogation de la loi sur l'encadrement des taux d'intérêt (cf. brèves de la semaine dernière), qui induisait une distorsion de la demande en faveur des obligations de court-terme. La part des engagements de l'Etat à court-terme sur le marché domestique reste cependant au-dessus de l'objectif 35 %, à 37 %.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : Financement du Projet d'appui à la connectivité des transports (PACT) pour 140 MUSD**

La Banque mondiale et le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ont signé ce 18 novembre l'accord de financement du Projet PACT, approuvé le 15 novembre pour un montant total de 140 MUSD. Il s'articule autour de trois composantes : i) 108 MUSD pour réhabiliter 148 km de routes secondaires dont 113 km de la RN44 – reliant Moramanga au bassin rizicole d'Ambatondrazaka en Alaotra Mangoro – et 35 km de la RN12A (régions Anosy et Atsimo-Atsinanana, sud du pays) ; ii) 20 MUSD pour réhabiliter de routes communales et provinciales dans des régions prioritaires et iii) 12 MUSD pour promouvoir des solutions digitales dans des communes rurales et le renforcement de capacités.

✉ [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Le gouvernement émet plus de 30 MUSD d'obligations**

La Banque centrale a émis sur le marché, du 18 au 20 novembre, une série d'obligations d'une durée de trois ans, et une de sept ans, chacune pour un montant de 16,15 MUSD. Le taux d'intérêt est de 5 % et les bons souscrits sont respectivement d'une valeur minimale de 53 USD et de 107 USD. Depuis 2014, le gouvernement émet chaque trimestre des bons d'une maturité allant de 5 à 20 ans.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Soudan : Don de 32,8 MUSD de la BAD pour la réalisation des projets dans le domaine de l'eau**

Le ministère des Finances et la Banque africaine de développement (BAD) ont signé, la semaine dernière, un accord pour le financement sur dons de projets dans les Etats du Nord et du Sud Kordofan d'un montant total de 32,8 MUSD. Cette subvention est financée sur les fonds propres de la BAD (31,4 MUSD) et via son fonds Rural Water Supply Initiative (1,4 MUSD). Ces projets visent à améliorer les conditions de vie et la résilience au changement climatique de ménages habitant dans cinq communes de ces deux Etats. Pour rappel, tant que le Soudan aura des arriérés envers la BAD (estimés à 360 MUSD à la mi-juillet 2019), la BAD ne pourra intervenir qu'en don dans le pays.

✉ [rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : interdiction de l'exercice du commerce pour les étrangers en situation irrégulière**

Le ministère soudanais de l'Industrie et du Commerce a publié une nouvelle mesure interdisant aux étrangers d'exercer toute activité commerciale d'exportation et d'importation. Cette mesure, qui ne concerne pas les sociétés et investisseurs enregistrés conformément à la loi sur l'investissement ou en vertu d'accords bilatéraux, vise à mettre fin aux spéculations par des commerçants étrangers, et de garantir le rapatriement des recettes d'exportation. La Chambre des exportateurs a déclaré son soutien à cette mesure qu'elle qualifie d'importante pour l'économie du Soudan.

✉ [rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : interdiction d'utiliser des monnaies virtuelles en Tanzanie**

La Banque de Tanzanie (BoT) a déclaré dans un communiqué que la négociation, la commercialisation et l'utilisation des monnaies virtuelles étaient contraires à la réglementation des changes en vigueur. Conformément aux articles 26 et 27 du BoT Act de 2006, la BoT est la seule institution tanzanienne chargée d'émettre des billets de banque et des pièces de monnaie et de déclarer son cours légal dans le pays. La BoT a donc réitéré son avertissement concernant l'utilisation de crypto-monnaies après avoir constaté une tendance à la hausse dans l'utilisation des monnaies numériques dans le pays.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Adhésion de la Tanzanie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**

L'Assemblée nationale tanzanienne a approuvé l'intégration complète du pays à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), mettant ainsi fin à presque un demi-siècle d'efforts de la Tanzanie pour rejoindre l'entité commerciale multilatérale. Un protocole modifiant l'accord de Marrakech a permis la ratification, portant à 147 le nombre total de membres sur les 164 États ayant signé l'accord. La Tanzanie et le Burundi étaient les seuls pays d'Afrique de l'Est à ne pas avoir pleinement souscrit au pacte signé en septembre 1994. L'accord permet désormais à la Tanzanie de bénéficier d'un arrangement en franchise de droits, sans quota ou d'une dérogation aux taxes douanières mineures imposées par les pays industrialisés aux pays en développement ou les moins avancés.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : les recettes de l'Etat fédéral, hors pétrole ont atteint 3,8 Mds USD au troisième trimestre 2019

D'après la Banque centrale du Nigéria, les recettes non-pétrolières collectées par l'Etat fédéral ont atteint 1 360 Mds NGN au troisième trimestre 2019, soit environ 3,8 Mds USD et ont dépassé de 1,4% la cible budgétée mais également les recettes pétrolières, ce qui n'était pas arrivé depuis trois ans. Ces dernières se sont établies à 1340 Mds NGN soit 3,7 Mds USD et ont été de 44,6% inférieures à leur cible, en cause des redevances et impôts perçus des sociétés pétrolières plus faibles que prévu. Les recettes totales collectées au troisième trimestre 2019 ont ainsi été de 28,2% inférieures à ce qui avait été initialement budgété et se sont fixées à 7,5 Mds USD.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : les réserves de changes au plus bas depuis janvier 2018

Les réserves de changes du Nigéria ont atteint 40,08 Mds USD le 12 novembre 2019, ce qui constitue un recul de près de 7% depuis le début de l'année. Ce plus bas n'avait plus été atteint depuis janvier 2018. Ces réserves permettent néanmoins de couvrir 5,2 mois d'importations de biens et services. Cette baisse s'explique principalement par les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes pour stabiliser le cours du naira, elles auraient atteint 10,1 Mds USD au troisième trimestre 2019. Bien que coûteuses, ces interventions permettent une relative stabilité du naira qui se maintient à 306,4 NGN/USD pour le taux interbancaire et à 357 NGN/USD pour le taux dit « parallèle » depuis le début de l'année.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Congo-Brazzaville entend apurer sa dette intérieure par la titrisation

Lors d'une réunion organisée le 14 novembre à Brazzaville, le ministère des Finances et du Budget a présenté aux opérateurs économiques le mécanisme de la titrisation qui sera utilisé pour apurer la dette intérieure. Seule la dette intérieure auditée – qui comprend la dette sociale et la dette commerciale, respectivement estimées à 220 Mds et 141 Mds FCFA – fera l'objet d'un règlement. La solution de la titrisation devrait permettre de relancer l'économie. En attendant le début de l'opération prévu mi-décembre, le collège des syndicats patronaux du Congo demande au gouvernement de publier les résultats des audits déjà réalisés par les cabinets d'audit EY et Cacoges.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ Tchad : conclusion de la mission de cinquième revue du programme FMI

D'après le FMI, l'économie tchadienne se redresse lentement (+2% en 2019) et les perspectives macroéconomiques sont globalement positives (taux de croissance du PIB à +3% en 2020), bien que soumises à un certain nombre de défis. L'exécution des dépenses est globalement conforme au programme et les efforts devraient être poursuivis pour accroître les dépenses sociales d'ici la fin de l'année. Un accord au niveau des services a été trouvé entre l'équipe du FMI et les autorités sur la cinquième revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit, ouvrant la voie à un possible décaissement de 25 Mds FCFA d'ici la fin de l'année.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Cameroun: Le Cameroun suspendu de l'African Growth and Opportunity Act

Donal Trump a décidé le 31 octobre 2019 de suspendre le Cameroun de la liste des pays éligibles à l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) pour cause de violations des droits humains observés dans les régions en conflit au Cameroun. Cette décision prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Pour rappel l'Agoa est une loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique qui autorise les pays d'Afrique subsaharienne membres à commercialiser leurs produits sur le marché américain sans droit de douane afin d'être plus compétitifs. Le gouvernement camerounais pour sa part protesté contre les raisons qui soutiennent cette décision en précisant qu'elles ne reflètent pas la réalité du terrain.

 [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ **Nigéria : le Gouvernement s'engage à accélérer la rénovation de la route Transsaharienne reliant Lagos à Alger**

Lors de la 70ème session du Comité de liaison routière transsaharien, le Gouvernement nigérian s'est engagé à accélérer la rénovation de la Transsaharienne, route de 4800 km reliant Lagos à Alger. Maigari Dingyadi, ministre de la Police et représentant le Président Buhari a déclaré qu'un financement spécial a été engagé pour les travaux de reconstruction des segments Lagos-Ibadan (131 km) et Kaduna-Kano (301 km). Envisagé dès 1962, cet axe traversant six pays (Algérie, la Tunisie, Le Niger, le Nigeria et le Tchad) devrait être livré fin 2021. Avec un coût estimé à 5,2Mds USD, ce couloir doit améliorer l'efficacité du fret routier et renforcer l'accès maritime aux pays enclavés.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Ghana : le gouvernement ghanéen annonce les premiers projets du contrat Sinohydro**

Le vice-président du Ghana M. Mahamudu Bawumia a annoncé la construction de 646,6 MUSD d'infrastructures en marge de la visite d'une délégation chinoise menée par la vice-première ministre chinoise. Ces projets font partie d'un accord entre l'Etat ghanéen et la société Sinohydro qui prévoit la construction d'infrastructures en échange de futures livraisons de bauxite pour un total de 2 Mds USD. Ils comprennent le développement d'infrastructures routières, dont la construction de 68km de routes dans les régions Ashanti et du Nord-Ouest qui permettra de desservir les zones riches en bauxite. En outre, le vice-président a annoncé l'annulation par la Chine de 35 M USD de dette et l'octroi d'un don de 40 MUSD.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Ghana : la société Skytrain sélectionnée pour la construction d'un métro aérien à Accra**

Le gouvernement ghanéen a signé la concession de la construction d'un réseau de transport urbain à Accra avec le consortium sud-africain Al SkyTrain lors de l'Africa Investment Forum en Afrique du Sud. Le consortium est composé de la société de construction sud-africaine Wilson Bayly Holmes-Ovcon Ltd, la société sud-africaine de développement et de financement d'infrastructures Bunengi Investment Group et de la société Al qui développe le Skytrain. Le coût estimé du projet à Accra s'élève à un total de 2,3 Mds USD sur 194 km. Il est prévu que quatre lignes partent du centre d'Accra pour rejoindre la périphérie et qu'une contourne la ville d'est en ouest.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Cameroun : Le Cameroun lève 20 Mds FCFA sur le marché des titres de la BEAC, à un taux d'intérêt moyen de 2,7%**

L'Etat du Cameroun a réalisé avec succès une nouvelle opération de levée de fonds sur le marché des titres de la BEAC. L'opération lancée le 13 novembre 2019 aura permis au trésor public camerounais de lever 20 Mds FCFA au taux d'intérêt de 2,7%.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Signature d'un prêt de soutien budgétaire français

Un accord-cadre de 135 M EUR pour la période 2019-2021 et un accord de premier octroi de 45 M EUR pour l'année 2019 ont été signés à Brazzaville le 18 novembre entre l'AFD et le ministère des finances congolais. Comme elle s'y était engagée, la France met à la disposition du Congo un appui budgétaire sous forme de trois tranches annuelles, dont la première pourrait être décaissée avant la fin de l'année, après ratification par le parlement congolais. La France est le seul partenaire bilatéral à s'engager dans un soutien budgétaire et le premier à décaisser parmi les bailleurs de fonds (Banque mondiale, BAfD) venant en appui au programme FMI conclu le 11 juillet, au titre de la Facilité élargie de crédit.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville et le Congo-Kinshasa signent un accord pour la réalisation du projet de pont route-rail

En marge de l'Africa Investment Forum qui s'est tenu à Johannesburg, le Congo-Brazzaville et le Congo-Kinshasa ont signé, le 11 novembre, un accord de coopération pour la construction, l'exploitation et la maintenance du pont route-rail devant relier les deux villes. Après sa ratification, l'accord bilatéral servira de cadre opérationnel pour les procédures d'appels d'offres de sélection des partenaires techniques. La signature s'est faite en présence du président de la BAfD et du Directeur général d'Africa 50, fonds mandaté pour mobiliser les financements adéquats. Le coût global du projet, qui sera réalisé sous forme de PPP, est de 550 M USD, dont une contribution de 210 M USD de la BAfD.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : mission de la Banque mondiale sur le projet PRISP

Une mission de la Banque mondiale est au Congo-Brazzaville depuis le 11 novembre afin d'examiner l'état d'avancement du Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP) qu'elle finance à hauteur de 40 M USD. Les échanges devraient essentiellement porter sur le programme de travail et le budget annuel 2020 et ses indicateurs. La mission devrait se rendre dans les départements de la Sangha et de la Likouala dans lesquels le programme REDD+ est en cours d'exécution dans le secteur forestier. Les résultats attendus visent à renforcer le dispositif de suivi des activités et du budget alloué, avec comme objectif le respect du chronogramme.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Nigéria : la fintech nigériane Interswitch valorisée 1 Md USD après l'entrée au capital de VISA

L'américain VISA aurait investi quelques 200 MUSD dans le capital d'Interswitch, spécialiste des services de paiement digitaux au Nigeria, devenant actionnaire à hauteur de 20%. Cet investissement fait d'Interswitch une des rares licornes d'Afrique avec Jumia, site de e-commerce africain. Pour rappel, le secteur des Fintechs connaît au Nigeria un dynamisme remarquable, avec un montant des transactions électroniques équivalent à 255 Mds USD en 2018, contre 49 Mds USD en 2012. Le Nigéria représente le 3ème hub d'Afrique en nombre de Fintechs, avec près de 250 entreprises installées principalement à Lagos.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

[mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr](mailto:mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr)

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

